

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1277

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

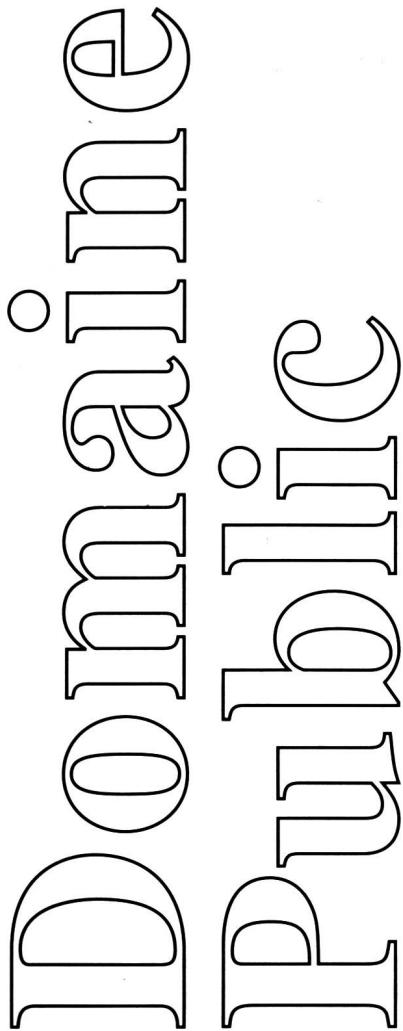
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



De l'excès d'habileté au retournement de veste

PETER BODENMANN ET Franz Steiner ont beau présider les deux partis qui ont rassemblé le plus de suffrages lors des dernières élections au Conseil national, soit 21,8% (+3,3 points par rapport à 1991) pour les socialistes et 20,2% (-0,8 points) pour les radicaux. Ces deux messieurs, descendus à Berne depuis les hauteurs du réduit alpin, viennent de céder devant le Zurichois Blocher, véritable patron de la plus petite formation gouvernementale, l'UDC, dont le poids au plan national a passé l'an dernier de 11,9% à 14,9%.

Au point que, sur l'Europe, le parti démocrate-chrétien, pourtant faiblement présidé et virtuose du double langage, apparaît comme le seul parti représenté au Conseil fédéral à soutenir la position gouvernementale vis-à-vis de Bruxelles: conclure les négociations bilatérales avant de ressortir la demande d'adhésion déposée par la Suisse depuis le printemps 1992 et gelée après le refus populaire de l'EEE.

Beaucoup trop attentif à mon sens aux variations supposées de l'opinion publique et aux changements de climat instillés par la presse, Peter Bodenmann prend le baromètre pour une boussole, confondant l'instrument de mesure avec un outil d'orientation. Il fonde trop ses décisions sur les sondages et les rumeurs, pas assez sur les convictions et les principes.

Cette curieuse technique de pilotage peut certes amener le succès immédiat, en termes de suffrages et de sièges gagnés, comme on l'a vu en automne 1995. Mais un parti ne vit pas seulement de l'habileté tactique de ses dirigeants, il a besoin de se sentir aussi une dimension stratégique, une profondeur idéologique.

A cet égard, je trouve totalement inadmissible la nouvelle position du PS sur l'Europe, telle que reflétée à l'issue des entretiens tenus à la Maison de Watteville ce 8 novembre. Ainsi donc le parti qui s'est présenté – et a été compris – comme le plus «européen» aux élections nationales de l'an dernier se retrouve aligné derrière l'UDC, autre grande gagnante des mêmes

élections et viscéralement opposée au processus de rapprochement de la Suisse avec l'Europe unie!

Repli tactique, paraît-il. Toujours cette habileté à l'échelle du coup à faire, des circonstances à exploiter, du scoop à livrer. Mais cela ne suffit pas pour fonder un pareil retournement.

Une telle conversion aurait pourtant pu se justifier: car si l'Europe n'est plus un simple supermarché commun, elle ne constitue pas encore un vrai rassemblement des citoyens, des cultures, des pouvoirs locaux. La révision du Traité de Maastricht, qui devrait mieux prendre en compte le principe de subsidiarité, manque sérieusement de rythme – et peut-être de conviction. L'Europe sociale surtout tarde à se faire, que pour des raisons inverses les patrons et les salariés jugent moins souhaitable, voire impossible, dans la conjoncture actuelle.

Mais on ne trouve rien de tout cela dans l'option soudainement prise de sauver le résultat, toujours hypothétique,

des laborieuses négociations bilatérales qui devraient s'achever prochainement. Il s'agit au contraire, tout simplement, de faciliter l'acceptation de ces résultats par ceux qui les ont

constamment niés et refusés d'avance. Sans contrepartie assurée.

A mesurer sa propre influence, M. Blocher doit bien rigoler. Et il aurait tort de se gêner, lui devant qui même le parti socialiste s'aligne, sans se soucier d'expliquer son revirement par des raisons valables – et il y en aurait.

A défaut de telles explications de fond, il ne reste que la forme, la surface, l'image. Celle de l'opportunisme et de la lâcheté. L'histoire européenne de ce siècle fourmille déjà de ce genre de démissions devant le nationalisme, l'égoïsme, la démagogie. Jusqu'ici, la gauche réformiste avait bien résisté, en Suisse comme en Europe. Peter Bodenmann crée une dangereuse première, incompatible avec la tradition internationaliste du parti, incompréhensible pour les militants, inadmissible pour la jeunesse de ce pays et pour la relève dont le parti a si furieusement besoin.

YJ

Un parti ne vit pas seulement de l'habileté tactique de ses dirigeants